

Pour confirmer ou pour en savoir plus, contactez :
Claire Biason Lohier / +1 202 297 9573 / cbiason@rightsandresources.org
Anne-Marie Schryer-Roy / +254 727 305 525 / aschryer-roy@burness.com

*****AVIS AUX MÉDIAS*****

Table ronde sur la tenure foncière, le risque pour les investisseurs et la stabilité politique
9h30 GMT, jeudi 9 février 2017, Hôtel Radisson Blu, Dakar, Sénégal

**Publication de nouvelles recherches mettant en lumière les causes de conflits très coûteux
pour les investisseurs et les gouvernements en Afrique**

Des experts internationaux du risque propre aux investissements et droits fonciers aborderont les coûteuses disputes foncières en Afrique, ainsi que les obstacles et solutions spécifiques pour un continent en mal d'investissements

Alors que le monde fait le bilan des bouleversements politiques et économiques de l'année écoulée – agitation politique en Gambie, au sud du Sénégal et au Mali, inquiétudes au Nord concernant le Brexit, la crise des réfugiés, le spectre croissant de la crise climatique et l'élection de Donald Trump – la stabilité politique a progressivement acquis une importance de tout premier ordre pour les entreprises, les investisseurs et les gouvernements, qui cherchent à réduire les risques et à sécuriser leurs investissements.

Plus récemment, le Forum économique mondial a reconnu que les inégalités sont un facteur d'instabilité politique partout dans le monde. Chacun est désormais de plus en plus conscient que, lorsqu'ils financent des projets de développement en Afrique et dans d'autres régions riches en ressources, les gouvernements et investisseurs doivent s'organiser pour tenir compte des inquiétudes que nourrissent les populations locales concernées par leurs projets de stations hydroélectriques, de plantations agroindustrielles, d'activités minières et autres projets ayant vocation à occuper de larges étendues de terre. Nombre de ces communautés occupent le territoire depuis des siècles, même si elles manquent officiellement de droits fonciers légaux.

Cet événement –qui se tient pour la première fois en Afrique– sera l'occasion de présenter de nouvelles conclusions sur les causes principales des conflits fonciers auxquels se sont heurtés certains projets de développement en Afrique de l'Ouest, en Afrique de l'Est et dans le Sud du continent ; conclusions qui révèlent pourquoi et à quels endroits ces conflits se sont produits, et suggèrent des façons de les résoudre, voire de les éviter à l'avenir.

Cet événement comptera sur la présence à Dakar du Premier ministre du Sénégal, et accueillera des représentants de divers gouvernements africains, des communautés locales et des organisations des peuples autochtones, ainsi que des dirigeants d'entreprises et d'organisations d'investisseurs. Des experts en analyse des risques divulgueront leurs conclusions, et l'Initiative des droits et ressources présentera son rapport annuel concernant l'état mondial des droits des peuples autochtones et ruraux sur les terres et les ressources.

La recherche relative aux conflits, issue de l'examen approfondi de 37 études de cas portant sur l'Ouest, l'Est et le Sud de l'Afrique, ouvre de nouvelles pistes sur ce qui rend un projet susceptible de déclencher

des conflits sociaux, en suggérant que ces projets à risque potentiel suivent des schémas prévisibles et quantifiables relatifs notamment à leur localisation, le type de terrain ainsi que d'autres facteurs.

Les intervenants –dont certains dirigeants de commissions foncières nationales du Kenya, du Liberia et du Sénégal– seront disponibles pour être interviewés dès la fin de la table ronde.

Des documents sous embargo sont disponibles sur demande.

QUI:

- Premier Ministre de la République du Sénégal / ou un Ministre de la République
- Moustapha Sourang – Président, Commission Nationale de la Réforme Foncière (CNRF)
- Babacar Diop – Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux (CNCR)
- Cheikh Oumar Ba – Directeur Exécutif, Initiative Prospective Agricole et Rurale (IPAR)
- Fibian Lukalo – Commission foncière nationale du Kenya
- Stanley Toe – Commission foncière nationale du Liberia
- Lou Munden, Fondateur, TMP Systems
- Suleiman Kiggundu, Directeur, Afrique, CDC Group, Plc.
- Andy White – Président, Initiative des droits et ressources (RRI)
- Solange Bandiaky-Badji, Directrice de programme, Afrique, Initiative des droits et ressources (RRI)

QUOI:

- Événement international sur l'État mondial des droits et ressources, *Des risques et conflits à la paix et la prospérité en Afrique*
- Publication de nouvelles recherches sur le lien entre investissements liés aux terres, et les conflits en Afrique

OÙ:

Hôtel Radisson Blu, Dakar Sea Plaza, Dakar, Sénégal

QUAND:

Table ronde: *Des risques et conflits à la paix et la prospérité en Afrique*

9h30 – 12h GMT, 9 février 2017

- Disponibilité pour la presse: 10h30 GMT, 9 février 2017

Table ronde: *Processus de réforme foncière en Afrique, défis et opportunités*

13h30 – 15h GMT, 9 février 2017

###

Initiative des droits et ressources (RRI)

L'Initiative des droits et ressources (RRI) est une coalition mondiale composée de 15 Partenaires, de 6 Réseaux affiliés, de 14 Experts internationaux associés, et de plus de 150 organisations internationales, régionales et communautaires, engagés dans l'action en faveur des droits fonciers sur les forêts et les ressources des peuples autochtones et des communautés locales. RRI mobilise les capacités et l'expertise des membres de la coalition pour promouvoir la sécurisation des droits locaux sur les terres et les ressources, et pour favoriser des réformes progressistes des politiques et des marchés. Pour plus d'informations, consultez www.rightsandresources.org.